STRATEGIE REGIONALE NUMERIQUE

CE QUE DIT LA CONTRIBUTION DU CESER (résumé) (avis téléchargeable sur www.ceser.paysdelaloire.fr)

De la Stratégie de COhérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN 1) à la Stratégie Régionale Numérique (SCORAN2)

La stratégie régionale d'innovation numérique a été initiée en 2006, pour développer les infrastructures, le très haut débit et les usages. Elle a été formalisée en 2011 par la mise en place du SCORAN 1 entre les collectivités et l'Etat, pour soutenir l'innovation numérique et développer le haut débit via l'action du syndicat mixte Gigalis.

En 2013, une déclinaison du Plan France Très Haut Débit a initié une démarche qui impose la révision de la SCORAN, dite SCORAN 2, afin d'introduire dans les contrats de plan Etat/Région 2014 - 2020 un volet « usages ».

la stratégie régionale numérique 2014 ou « SCORAN 2 »

Dans le cadre de la SCORAN 2, la Région affirme sa volonté de développer le numérique, dans un souci d'équilibre du territoire. Elle souhaite également avoir un rôle de coordination. Son action s'inscrit en cohérence avec l'axe 2 du FEDER et le Plan France Très Haut Débit.

Ce rôle de coordination apparaît très important pour le CESER pour optimiser cette stratégie entre partenaires.

La mise en oeuvre de l'aménagement numérique nécessite un budget global de 533 millions d'euros sur la période 2014 - 2020. La Région a décidé d'y consacrer 100 millions d'euros sur 6 ans ; dès cette année, la région y a inscrit 33 millions d'euros à l'occasion de la DM2.

Deux niveaux de priorités y ont été définis :

- L'équipement des sites d'enseignement supérieur et de recherche, les hôpitaux, cliniques, collèges, lycées, les entreprises de plus de 250 salariés et celles de plus de 10 salariés les plus consommatrices de débit.
- Les mairies de communes de moins de 5.000 habitants, les écoles primaires, les autres entreprises de plus de 10 salariés.

Le CESER apprécie globalement l'effort financier de la région concernant le développement numérique régional et, plus particulièrement l'action en faveur des Communautés d'innovation non équipées en Très Haut Débit. Mais le CESER attire l'attention de la région sur les besoins potentiels des entreprises de moins de 10 salariés.

Une gouvernance nouvelle pour soutenir le développement des services et usages

L'intervention régionale est structurée autour de quatre principes :

- solidarité financière entre région, départements et intercommunalités ;
- les départements restent maîtres du calendrier de déploiement ;
- respect des choix opérationnels et technologiques des départements ;
- gouvernance: rôle stratégique de la Commission Consultative Régionale d'Aménagement Numérique du Territoire (CCRANT) qui pilote les opérations et transformation des missions du syndicat mixte Gigalis, qui se voit positionné comme instance de concertation et d'animation sur les infrastructures et les nouveaux usages.

Le CESER considère positivement le renforcement du rôle de Gigalis et l'officialisation de son positionnement comme acteur majeur dans le développement numérique régional, tant au niveau des infrastructures qu'à cel ui des services et usages.

La signature d'un protocole d'accord entre la région et les départements participe de cette officialisation.

Le CESER apprécie également positivement les nouvelles missions de la CCRANT.

Ces instances permettront de soutenir le développement de services, d'accompagner les usagers dans l'économie, l'éducation et la formation et de renforcer l'efficacité du service public.

Le CESER apprécie l'ambition de stratégie régionale numérique dans la mise en oeuvre de ces domaines d'action, d'autant plus qu'elle contribue fortement au désenclavement de certains territoires et favorise l'économie régionale et le développement des entreprises.

Néanmoins, le CESER craint la remise en cause potentielle de cette stratégie, en raison des contraintes budgétaires publiques et de leur répartition entre l'Etat et les collectivités.

Hormis l'expression de cette crainte, le CESER émet un avis favorable sur la mise en oeuvre de la Stratégie Régionale Numérique proposée par la région.

CE QU'A DIT LA CGT – Intervention de Yvic KERGROAC'H

La mise en place d'un accès à l'Internet à très haut débit sur l'ensemble du territoire régional est pour la CGT une nécessité pour permettre un développement économique de l'ensemble des Pays de la Loire, mais aussi pour répondre aux besoins sociaux de tous les Ligériens.

La région a décidé, dans le cadre de la Stratégie Régionale Numérique 2014 (la SCORAN 2), d'y consacrer 100 millions d'euros dans les 6 années à venir et d'inscrire dès cette année via la DM2 33 millions d'euros d'autorisation de programme.

La CGT rejoint le CESER qui approuve l'effort financier de la région dans ce domaine. Elle partage également les inquiétudes concernant la possible remise en cause du déploiement si les collectivités partenaires n'étaient plus en mesure d'apporter leur financement complémentaire.

Elle souhaite toutefois faire deux observations.

Tout d'abord, le poids des dépenses contraintes, qu'il s'agisse du logement, de l'accès à l'énergie, des transports ou de la communication, est de plus en plus important dans les budgets des ménages.

Il existe certes un tarif social d'accès à l'internet, mais celui-ci est réservé aux bénéficiaires du RSA socle. Les conditions d'accès à ce tarif sont pour la CGT beaucoup trop restreintes.

Ensuite, la CGT constate qu'une fois de plus, on se trouve devant le refus des prestataires privés de l'internet d'assumer leur rôle. Autant ceux-ci sont prêts à déployer le très haut débit, via le câble ou la fibre, au coeur des grandes villes, là où la rentabilité immédiate est assurée, autant lorsqu'il s'agit de développer un service sur l'ensemble du territoire, c'est l'argent public qui est mobilisé. Il s'agit, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, d'une privatisation des gains et d'une socialisation des risques.

Ces remarques étant faites, la CGT votera le projet d'avis.

VOTES : Le texte proposé a été adopté par 80 voix pour et 1 abstention.